

**GEORGES F S.à r.l.,**

Société à responsabilité limitée.

Siège social: Rue du Luxembourg L-5230 Sandweiler.

R.C.S. Luxembourg

**CONSTITUTION DE SOCIETE DU 20 DECEMBRE 2016**

**NUMERO 3129 /16**

L'an deux mille seize, le vingt décembre.

Par devant Maître Blanche MOUTRIER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

ONT COMPARU:

- 1) **Monsieur Pierre Laurent CORNU**, gérant de sociétés, né le 24 août 1971 à Lille (France), demeurant à B-7730 Estaimpuis (Belgique), 27 rue de la Bouteillerie;
- 2) **Madame Karine REQUILLART épouse CORNU**, née le 14 juin 1970 à Roubaix (France), demeurant à B-7730 Estaimpuis (Belgique), 27 rue de la Bouteillerie;
- 3) **Monsieur Pierrick CORNU**, étudiant, né le 7 février 1996 à Roubaix (France), demeurant à B-7730 Estaimpuis (Belgique), 27 rue de la Bouteillerie;
- 4) **Madame Valentine CORNU**, étudiante, née le 17 avril 1998 à Roubaix (France), demeurant à B-7730 Estaimpuis (Belgique), 27 rue de la Bouteillerie;
- 5) **Monsieur Alexis CORNU**, mineur d'âge, né le 18 mai 2000 à Roubaix (France), demeurant à B-7730 Estaimpuis (Belgique), 27 rue de la Bouteillerie, représenté par ses représentants légaux à savoir ses parents, **Monsieur Pierre Laurent CORNU**, prénommé et **Madame Karine REQUILLART épouse CORNU**, prénommée;

Tous ici représentés par Madame Sarah SALMON, employée privée, résidant professionnellement à 26, rue du Vertuquet, 59960 Neuville en Ferrain, France, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé en date du 19 décembre 2016.

Ladite procuration, après avoir été signée *ne varietur* par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour les formalités de l'enregistrement.

Les parties comparantes, représentées comme indiqué ci-dessus, ont prié le notaire instrumentant d'acter de la façon suivante les statuts d'une société à responsabilité limitée qui est ainsi constituée:

## **I. Dénomination - Siège social - Objet - Durée**

Art. 1<sup>er</sup>. Dénomination. Le nom de la société est "**Georges F S.à r.l.**" (la Société). La Société est une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, et en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi), ainsi que par les présents statuts (les **Statuts**).

Art. 2. Siège social.

2.1 Le siège social de la Société est établi à Sandweiler, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans la commune de Sandweiler ou dans tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par décision du conseil de gérance qui sera alors autorisé à modifier les Statuts pour qu'ils tiennent compte de la réalisation du transfert.

2.2 Il peut être créé des succursales, filiales ou autres bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger par décision du conseil de gérance. Lorsque le conseil de gérance estime que des développements ou événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire se sont produits ou sont imminents, et que ces développements ou événements sont de nature à compromettre les activités normales de la Société à son siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances. Ces mesures provisoires n'ont aucun effet sur la nationalité de la Société qui, nonobstant le transfert provisoire de son siège social, reste une société luxembourgeoise.

Art. 3. Objet social.

3.1 L'objet de la Société est l'acquisition, la détention, la gérance et la disposition de participations et d'intérêts, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères ou dans toutes autres entités, entreprises ou investissements, l'acquisition par l'achat, la souscription, ou par tout autre moyen, de même que la cession par la

vente, l'échange ou autrement d'actions, d'obligations, de certificats de créance, prêts, notes, certificats de dépôt et autres valeurs mobilières ou instruments financiers de toute espèce, et la détention, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille.

3.2 La Société peut participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise et peut investir de quelque manière que ce soit dans tous types d'avoirs. La Société peut également détenir des intérêts dans des sociétés de personnes et exercer son activité par l'intermédiaire de succursales au Luxembourg ou à l'étranger.

3.3 La Société peut exercer toutes activités commerciales, financières ou industrielles et effectuer toutes transactions dans le domaine immobilier ou relatives à des biens immobiliers ou mobiliers y compris l'acquisition, le développement, la détention, la promotion, la gestion, la vente et/ou la location directe ou indirecte de biens immobiliers ou mobiliers au Grand-Duché de Luxembourg, en Allemagne ou ailleurs.

3.4 La Société peut emprunter sous toute forme et procéder par voie de placement privé à l'émission d'obligations, de notes et de certificats de créance ou toute sorte de valeur mobilière.

3.5 La Société peut prêter des fonds, y compris sans limitation ceux résultant de tous emprunts de la Société ou de l'émission de tout titres de toute sorte, à ses filiales, sociétés affiliées ou toute autre société ou entité qu'elle juge appropriée.

3.6 La Société peut donner des garanties et accorder des sûretés à tout tiers pour ses propres obligations et engagements ainsi que pour les obligations de toute société ou autre entreprise dans laquelle la Société a un intérêt ou qui fait partie du groupe de sociétés auquel la Société appartient ou toute autre société ou entité qu'elle juge appropriée et généralement pour son propre bénéfice ou pour le bénéfice de cette entité.

3.7 D'une manière générale elle peut prêter assistance à toute société ou entreprise dans laquelle la Société a un intérêt ou qui fait partie du groupe de sociétés auquel appartient la Société ou toute autre société ou entreprise que la Société juge appropriée, prendre toute mesure de contrôle et de surveillance et effectuer toute opération qu'elle juge utile dans l'accomplissement et le développement de ses objets.

3.8 La Société peut en outre gager, hypothéquer, céder ou de tout autre manière grever tout ou partie de ses actifs.

3.9 La Société peut généralement employer toute technique et tout instrument en relation avec un quelconque de ses investissements dans le

but d'une gestion efficace, y compris sans limitation des techniques et des instruments destinés à protéger la Société contre les risques de crédit, de taux de change, taux d'intérêt et tout autre risque.

3.10 Finalement, la Société peut effectuer toute opération commerciale, technique, financière ou autre, liée directement ou indirectement, dans tous les domaines, afin de faciliter la réalisation de son objet.

Art. 4. Durée.

4.1 La Société est formée pour une durée indéterminée.

4.2 La Société n'est pas dissoute en raison de la mort, de la suspension des droits civils, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre évènement similaire affectant un ou plusieurs associés.

## **II. Capital - Parts sociales**

Art. 5 Capital.

5.1 Le capital social est fixé à TRENTE-HUIT MILLIONS QUATRE CENT MILLE EUROS (EUR 38.400.000,-), représenté par TRENTE-HUIT MILLIONS QUATRE CENT MILLE (38.400.000) parts sociales sous forme nominative, d'une valeur nominale de UN EURO (EUR 1.) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées et représenté comme suit :

- (a) QUATRE MILLIONS HUIT CENT MILLE (4.800.000) parts sociales ordinaires de catégorie A (les "**Parts Sociales A**") ;
- (b) QUATRE MILLIONS HUIT CENT MILLE (4.800.000) parts sociales ordinaires de catégorie B (les "**Parts Sociales B**") ;
- (c) QUATRE MILLIONS HUIT CENT MILLE (4.800.000) parts sociales ordinaires de catégorie C (les "**Parts Sociales C**") ;
- (d) QUATRE MILLIONS HUIT CENT MILLE (4.800.000) parts sociales ordinaires de catégorie D (les "**Parts Sociales D**") ;
- (e) QUATRE MILLIONS HUIT CENT MILLE (4.800.000) parts sociales ordinaires de catégorie E (les "**Parts Sociales E**") ;
- (f) QUATRE MILLIONS HUIT CENT MILLE (4.800.000) parts sociales ordinaires de catégorie F (les "**Parts Sociales F**") ;
- (g) QUATRE MILLIONS HUIT CENT MILLE (4.800.000) parts sociales ordinaires de catégorie G (les "**Parts Sociales G**") ;
- (h) QUATRE MILLIONS HUIT CENT MILLE (4.800.000) parts sociales ordinaires de catégorie H (les "**Parts Sociales H**") ; et  
(collectivement, les "**Parts Sociales Ordinaires**").

5.2 Le capital social peut être augmenté ou réduit à une ou plusieurs reprises par une résolution des associés, adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

5.3 L'assemblée générale des associés (**l'Assemblée Générale**) a la possibilité (mais non l'obligation) de décider que tout apport en numéraire ou en nature effectué en tant que prime d'émission en relation avec la souscription par n'importe quel associé sera enregistré dans un compte de prime d'émission spécifique alloué à l'associé concerné et est disponible uniquement (i) aux fins de distributions à l'associé concerné, que ce soit au moyen de dividendes, rachat de parts sociales ou autre moyen, ou (ii) pour être incorporé au capital social dans le but d'émettre des parts sociales correspondant uniquement à l'associé concerné.

5.4 L'Assemblée Générale est autorisée à approuver les apports en fonds propres sans émission de nouvelles parts sociales, réalisés au moyen d'un paiement en numéraire ou d'un paiement en nature, ou de toute autre manière, selon les conditions définies par l'Assemblée Générale. Un apport en fonds propres sans émission de nouvelles parts sociales doit être enregistré dans un compte de « capital surplus » conformément à la loi luxembourgeoise.

L'Assemblée Générale a la possibilité (mais non l'obligation) de décider que tout apport en numéraire ou en nature effectué en tant que « capital surplus » en relation avec la souscription par n'importe quel associé sera enregistré dans un compte de « capital surplus » spécifique alloué à l'associé concerné et sera disponible uniquement (i) aux fins de distribution à l'associé concerné, que ce soit au moyen de dividendes, rachat de parts sociales ou autre moyen, ou (ii) pour être incorporé au capital social dans le but d'émettre des parts sociales correspondant uniquement à l'associé concerné.

#### Art. 6. Parts sociales.

6.1 Les parts sociales sont indivisibles et la Société ne reconnaît qu'un (1) seul propriétaire par part sociale.

6.2 Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

6.2.1. Lorsque la Société a un associé unique, les parts sociales sont librement cessibles aux tiers.

6.2.2 Lorsque la Société a plus d'un associé, la cession des parts sociales (*inter vivos*) à des tiers est soumise à l'accord des associés représentant au moins les trois-quarts du capital social de la Société, toutes catégories confondues.

6.2.3 Si un associé a l'intention de transférer une ou plusieurs parts à un tiers cessionnaire, cet associé cédant doit envoyer un avis à la Société avec tous les détails pertinents du transfert proposé, y compris l'identité du cessionnaire, le prix de transfert, et, le cas échéant, les conditions applicables au transfert.

6.2.4 Si le transfert proposé n'est pas approuvé par les associés de la Société conformément à l'article 6.2.3, les associés peuvent, dans les trois (3) mois à compter de la date du refus, acquérir la part (les parts) sur une base d'égalité de traitement (sauf indication contraire convenue entre eux) ou obtenir l'acquisition de la part (des parts), à un prix déterminé conformément à l'article 6.2.6, sauf si l'associé cédant décide de renoncer au transfert. À la demande du gérant (des gérants), la période de trois mois peut être prolongée par le président de la chambre de la cour de Luxembourg siégeant en matière commerciale et siégeant en référé, étant entendu que cette extension ne doit pas dépasser six (6) mois.

6.2.5 Dans la mesure où les associés n'ont pas proposé d'acquérir les parts, la Société peut, dans les mêmes délais et avec le consentement de l'associé cédant, décider de (i) réduire son capital social d'un montant correspondant à la valeur nominale globale de la part (des parts) pertinente(s) et (ii) racheter et annuler ces parts à un prix déterminé conformément à l'article 6.2.6 sous réserve que le capital social n'est pas réduit en dessous du minimum requis par la loi.

6.2.6 Pour les articles 6.2.4 et 6.2.5, le prix de transfert ou de rachat doit correspondre à la juste valeur marchande des parts déterminée de bonne foi par le conseil de gérance.

6.2.7 Si, après l'expiration de la période mentionnée ci-dessus, ni les associés existants n'ont acquis ni la Société n'a racheté les parts, l'associé cédant peut vendre librement ses parts au nouvel associé (aux nouveaux associés) proposé(s) au prix et suivant les conditions de transfert qui ont été notifiées à la Société.

6.2.8. Une cession de parts sociales n'est opposable à l'égard de la Société ou des tiers, qu'après avoir été notifiée à la Société ou acceptée par celle-ci conformément à l'article 1690 du Code Civil.

6.3 La Société peut racheter ses propres parts sociales à condition que la Société ait des réserves distribuables suffisantes à cet effet ou que le rachat résulte de la réduction du capital social de la Société ou conformément à la Loi.

### **III. Gestion - Représentation**

Art. 7. Nomination et révocation des gérants.

7.1 La Société est gérée par un gérant ou un conseil de gérance (le **Conseil**). Les gérants sont nommés par une résolution des associés, qui fixe la durée de leur mandat. Les gérants ne doivent pas nécessairement être associés.

Toute nomination d'un Gérant en violation de cet Article 7.1 sera considérée comme non avenue.

7.2 Les gérants sont révocables à tout moment, avec ou sans raison, par une décision des associés.

7.3 La gestion quotidienne de la Société ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion quotidienne peuvent être déléguées à un ou plusieurs gérants, dirigeants ou autres agents, agissant individuellement ou conjointement conformément à l'article 191(4) bis de la Loi.

Leur nomination, révocation et pouvoirs seront déterminés par une résolution du Conseil.

Art. 8. Conseil de gérance.

8.1 Si plusieurs gérants sont nommés, ils constituent le Conseil. Les gérants peuvent être répartis en différentes catégories de gérants.

8.2 Pouvoirs du conseil de gérance

(i) Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les Statuts à ou aux associés sont de la compétence du Conseil, qui a tous les pouvoirs pour effectuer et approuver tous les actes et opérations conformes à l'objet social.

(ii) Des pouvoirs spéciaux et limités peuvent être délégués par le Conseil à un ou plusieurs agents pour des tâches spécifiques.

8.3 Procédure

(i) Le Conseil se réunit sur convocation d'un (1) gérant au moins, au lieu indiqué dans l'avis de convocation, qui en principe, est au Luxembourg.

(ii) Il est donné à tous les gérants une convocation écrite de toute réunion du Conseil au moins vingt-quatre (24) heures à l'avance, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les circonstances de cette urgence sont mentionnées dans la convocation à la réunion.

(iii) Aucune convocation n'est requise si tous les membres du Conseil sont présents ou représentés et si chacun déclare avoir parfaitement eu connaissance de l'ordre du jour de la réunion. Un gérant peut également

renoncer à la convocation à une réunion, que ce soit avant ou après ladite réunion. Des convocations écrites séparées ne sont pas exigées pour des réunions se tenant dans des lieux et à des heures fixées dans un calendrier préalablement adopté par le Conseil.

(iv) Un gérant peut donner une procuration par écrit, par fax, par email, ou par tout autre moyen de communication similaire à un autre gérant afin de le représenter à toute réunion du Conseil.

(v) Le Conseil ne peut délibérer et agir valablement que si une majorité de ses membres sont présents ou représentés. Les décisions du Conseil sont valablement adoptées à la majorité des voix des gérants présents ou représentés de chaque catégorie. Les décisions du Conseil sont consignées dans des procès-verbaux signés par le président de la réunion ou, si aucun président n'a été nommé, par tous les gérants présents ou représentés.

(vi) Tout gérant peut participer à toute réunion du Conseil par conférence téléphonique ou visio-conférence ou par tout autre moyen de communication permettant à l'ensemble des personnes participant à la réunion de s'identifier, de s'entendre et de se parler. La participation par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à une réunion valablement convoquée et tenue.

(vii) Des résolutions circulaires signées par tous les gérants (les Résolutions Circulaires des Gérants) sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une réunion du Conseil valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

#### 8.4 Conflit d'intérêts

##### (i) Procédure relative aux conflits d'intérêts

Dans le cas où un gérant de la Société a, directement ou indirectement, un intérêt financier contraire à l'intérêt de la Société dans toute opération de la Société qui est soumise à l'approbation des gérants, ledit gérant doit porter à la connaissance du Conseil l'intérêt contraire lors de la réunion du Conseil et faire mentionner cette déclaration au procès-verbal de la réunion. Le gérant ne peut pas prendre part aux délibérations portant sur cette opération, ne peut pas voter les résolutions portant sur cette opération et n'est pas comptabilisé dans le calcul du quorum. La transaction, et l'intérêt propre du Gérant doivent être signalés lors de l'Assemblée Générale suivante.

##### (ii) Conflit d'intérêts du gérant unique



Tant que la Société a un gérant unique, dans l'éventualité où ce gérant unique a un intérêt contraire à l'intérêt de la Société dans le cadre d'une opération où la Société et le gérant unique seraient parties, ce conflit d'intérêts doit être mentionné dans le procès-verbal ou dans les résolutions écrites du gérant unique, le cas échéant, approuvant l'opération.

(iii) Exceptions concernant un conflit d'intérêts.

Les dispositions de l'article 8.4(i) et 8.4(ii) ne s'appliquent pas aux résolutions du Conseil ou du gérant unique relatives à des opérations courantes de la Société et conclues à des conditions normales.

(iv) Impact sur le quorum

Lorsque, en raison d'un conflit d'intérêts, le nombre de gérants requis en vue de valider la délibération et de voter n'est pas atteint, le Conseil peut décider de soumettre la décision sur ce point précis à l'Assemblée Générale.

#### 8.5 Représentation

(i) La Société est engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances **par la seule signature d'un (1) gérant de catégorie A et par les signatures conjointes d'un (1) gérant de catégorie A et d'un (1) gérant de catégorie B.**

(ii) La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par la signature de toutes les personnes à qui des pouvoirs spéciaux ont été délégués.

#### Art. 9. Gérant unique.

9.1 Si la Société est gérée par un gérant unique, toute référence dans les Statuts au Conseil ou aux gérants doit être considérée, le cas échéant, comme une référence au gérant unique.

9.2 La Société est engagée vis-à-vis des tiers par la signature du gérant unique.

9.3 La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par la signature de toutes personnes à qui des pouvoirs spéciaux ont été délégués.

#### Art. 10. Responsabilité des gérants.

10.1 Les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle concernant les engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont conformes aux Statuts et à la Loi.

### IV. Associé(s)

Art. 11. Assemblées générales des associés et résolutions circulaires des associés.

### 11.1 Pouvoirs et droits de vote

(i) Les résolutions des associés sont adoptées en Assemblée Générale ou par voie de résolutions circulaires (les **Résolutions Circulaires des Associés**).

(ii) Dans le cas où les résolutions sont adoptées par Résolutions Circulaires des Associés, le texte des résolutions est communiqué à tous les associés, conformément aux Statuts. Les Résolutions Circulaires des Associés signées par tous les associés sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une Assemblée Générale valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

(iii) Chaque part sociale donne droit à un (1) vote.

### 11.2 Convocations, quorum, majorité et procédure de vote

(i) Les associés sont convoqués aux Assemblées Générales ou consultés par écrit à l'initiative de tout gérant ou des associés représentant plus de la moitié du capital social.

(ii) Une convocation écrite à toute Assemblée Générale est donnée à tous les associés au moins huit (8) jours avant la date de l'assemblée, sauf en cas d'urgence, auquel cas, la nature et les circonstances de cette urgence sont précisées dans la convocation à ladite assemblée.

(iii) Les Assemblées Générales seront tenues au lieu et heure précisés dans les convocations.

(iv) Si tous les associés sont présents ou représentés et se considèrent comme ayant été valablement convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'Assemblée Générale peut se tenir sans convocation préalable.

(v) Un associé peut donner une procuration écrite à toute autre personne, associé ou non, afin de le représenter à toute Assemblée Générale.

(vi) Les associés prenant part à une réunion par conférence téléphonique, par vidéoconférence ou par tout autre moyen de communication permettant leur identification et permettant à toutes les personnes prenant part à la réunion de s'entendre les uns les autres sur une base continue, et permettant une participation effective de toutes ces personnes à la réunion, sont réputés présents pour le calcul des quorums et votes, sous réserve que ces moyens de communication soient mis à disposition sur le lieu de la réunion. Dans ce cas, au moins un (1) associé ou son

mandataire doit être physiquement présent au siège social de la Société et la réunion sera considérée comme tenue au siège social de la Société.

Le Conseil peut déterminer d'autres conditions qui doivent être remplies par les associés pour prendre part à toute Assemblée Générale.

(vii) Les décisions à adopter par l'Assemblée Générale ou par Résolutions Circulaires des Associés sont adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte à la première Assemblée Générale ou première consultation écrite, les associés sont convoqués par lettre recommandée à une seconde Assemblée Générale ou consultés une seconde fois, et les décisions sont adoptées par l'Assemblée Générale ou par Résolutions Circulaires des Associés à la majorité des voix exprimées, sans tenir compte de la proportion du capital social représenté.

(viii) Les Statuts sont modifiés avec le consentement des associés détenant au moins les trois-quarts du capital social.

Art. 12. Associé unique.

12.1 Dans le cas où le nombre des associés est réduit à un (1), l'associé unique exerce tous les pouvoirs conférés par la Loi à l'Assemblée Générale.

12.2 Toute référence dans les Statuts aux associés et à l'Assemblée Générale ou aux Résolutions Circulaires des Associés doit être considérée, le cas échéant, comme une référence à l'associé unique ou aux résolutions de ce dernier.

12.3 Les résolutions de l'associé unique sont consignées dans des procès-verbaux ou rédigées par écrit

Art.13 Droit de poser des questions

Un ou plusieurs associés détenant ensemble au moins dix pour cent (10%) du capital ou des droits de vote peut envoyer ses questions par écrit au Conseil, pour autant qu'elles concernent des opérations liées à la gestion de la Société, ou des sociétés contrôlées par la Société ; par rapport à ce dernier point, ces questions doivent être évaluées en tenant compte de l'intérêt social des entités concernées.

En l'absence d'une réponse dans un délai d'un (1) mois, les associés concernés peuvent demander au Président du Tribunal d'Arrondissement de Luxembourg siégeant en matière commerciale et en référé de nommer un ou plusieurs experts afin d'élaborer un rapport sur ces opérations liées.

## **V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices - Contrôle**

Art. 14. Exercice social et approbation des comptes annuels.

14.1 L'exercice social commence le premier (1) janvier et se termine le trente-et-un (31) décembre de chaque année.

14.2 Chaque année, le Conseil dresse le bilan et le compte de profits et pertes, ainsi qu'un inventaire indiquant la valeur des actifs et passifs de la Société, avec une annexe résumant les engagements de la Société ainsi que les dettes du ou des gérants et des associés envers la Société.

14.3 Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social.

14.4 Le bilan et le compte de profits et pertes sont approuvés par l'Assemblée Générale annuelle ou par Résolutions Circulaires des Associés dans les six (6) mois de la clôture de l'exercice social.

Art. 15. Affectation des bénéfices.

15.1 Cinq pour cent (5 %) des bénéfices nets annuels de la Société sont affectés à la réserve requise par la Loi. Cette affectation cesse d'être exigée quand la réserve légale atteint dix pour cent (10 %) du capital social.

15.2 Les associés décident de l'affectation du solde des bénéfices nets annuels. Ils peuvent allouer ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à un compte de réserve ou le reporter en respectant les dispositions légales applicables.

Dans le cas où les associés décident la distribution d'un dividende, celui-ci sera réparti entre les différentes classes de parts sociales de la manière suivante :

- Classe A : 2% du total des dividendes distribués ;
- Classe B : 4% du total des dividendes distribués ;
- Classe C : 8% du total des dividendes distribués ;
- Classe D: 10% du total des dividendes distribués ;
- Classe E : 12% du total des dividendes distribués ;
- Classe F : 14% du total des dividendes distribués ;
- Classe G : 20% du total des dividendes distribués ;
- Classe H : 30% du total des dividendes distribués.

15.3 Conformément à l'article 198 bis de la Loi, des dividendes intérimaires peuvent être distribués à tout moment, aux conditions cumulatives suivantes:

- (i) des comptes intermédiaires sont établis par le Conseil (**l'Etat Comptable Intérimaire**) qui devra faire l'objet d'un contrôle par un auditeur interne ou externe dans la mesure où il aura été nommé;
- (ii) l'Etat Comptable Intérimaire montre que des bénéfices et autres réserves (en ce compris, et sans restriction, la prime d'émission et le « capital surplus ») suffisants sont disponibles pour une distribution; étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder le montant des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social dont les comptes annuels ont été approuvés, le cas échéant, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, et réduit par les pertes reportées et les sommes à affecter à la réserve légale;
- (iii) la décision de distribuer des dividendes intermédiaires doit être adoptée par le Conseil dans les deux (2) mois suivant la date de l'Etat Comptable Intérimaire;
- (iv) les droits des créanciers de la Société ne sont pas menacés, compte tenu des actifs de la Société;
- (v) si les dividendes intermédiaires qui ont été distribués excèdent les bénéfices distribuables à la fin de l'exercice social, l'excès tel que reconnu lors de l'Assemblée Générale annuelle doit, sauf s'il en est décidé autrement par le Conseil lors de la déclaration de dividendes, être considéré comme étant une avance sur le paiement des dividendes futurs ;  
et
- (vi) dans le respect des pouvoirs appartenant au Conseil tel que disposé dans le présent article (v), l'Assemblée Générale peut aussi, à l'occasion, distribuer des dividendes sous réserve de respecter les mêmes conditions (notamment l'établissement d'un Etat Comptable Intérimaire).

## **VI. Dissolution - Liquidation**

16.1 Sans porter préjudice à tout autre moyen de dissolution disposé dans la Loi, la Société peut être dissoute à tout moment, par une résolution des associés adoptée par la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts du capital social. Les associés nomment un ou plusieurs liquidateurs, qui n'ont pas besoin d'être associés, pour réaliser la liquidation et déterminent leur nombre, pouvoirs et rémunération. Sauf décision contraire des associés, les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs et payer les dettes de la Société.

16.2 Le boni de liquidation après la réalisation des actifs et le paiement des dettes est distribué aux associés proportionnellement aux parts sociales détenues par chacun d'entre eux.

## **VII. Dispositions générales**

17.1 Les convocations et communications, respectivement les renonciations à celles-ci, sont faites, et les Résolutions Circulaires des Gérants ainsi que les Résolutions Circulaires des Associés sont établies par écrit, téléfax, e-mail ou tout autre moyen de communication électronique.

17.2 Les signatures peuvent être sous forme manuscrite ou électronique, à condition de satisfaire aux conditions légales pour être assimilées à des signatures manuscrites. Les signatures des Résolutions Circulaires des Gérants, des résolutions adoptées par le Conseil par conférence téléphonique ou visioconférence et des Résolutions Circulaires des Associés, selon le cas, sont apposées sur un original ou sur plusieurs copies du même document, qui ensemble, constituent un seul et unique document.

17.3 Pour tous les points non expressément prévus par les Statuts, il est fait référence à la loi et, sous réserve des dispositions légales d'ordre public, à tout accord présent ou futur conclu entre les associés.

### **Disposition transitoire**

Le premier exercice social commence à la date du présent acte et s'achève le 31 décembre 2017.

### **(a) SOUSCRIPTION –LIBERATION**

Les statuts ayant été arrêtés, les comparants déclarent souscrire les parts sociales comme suit :

- 1) **Monsieur Pierre Laurent CORNU**, prénommé, déclare souscrire quatre millions sept cent quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent quarante-sept (4.799.947) **nouvelles parts sociales de Classe A**; quatre millions sept cent quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent quarante-sept (4.799.947) **nouvelles parts sociales de Classe B** ;

quatre millions sept cent quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent quarante-sept (4.799.947) **nouvelles parts sociales de Classe C ;**

quatre millions sept cent quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent quarante-sept (4.799.947) **nouvelles parts sociales de Classe D ;**

quatre millions sept cent quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent quarante-sept (4.799.947) **nouvelles parts sociales de Classe E ;**

quatre millions sept cent quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent quarante-sept (4.799.947) **nouvelles parts sociales de Classe F ;**

quatre millions sept cent quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent quarante-sept (4.799.947) **nouvelles parts sociales de Classe G ; et** quatre millions sept cent quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent quarante-sept (4.799.947) **nouvelles parts sociales de Classe H ;**

**2) Madame Karine REQUILLART épouse CORNU, prénommée,**  
déclare souscrire

cinquante (50) **nouvelles parts sociales de Classe A;**

cinquante (50) **nouvelles parts sociales de Classe B ;**

cinquante (50) **nouvelles parts sociales de Classe C ;**

cinquante (50) **nouvelles parts sociales de Classe D ;**

cinquante (50) **nouvelles parts sociales de Classe E ;**

cinquante (50) **nouvelles parts sociales de Classe F ;**

cinquante (50) **nouvelles parts sociales de Classe G ; et**

cinquante (50) **nouvelles parts sociales de Classe H ;**

**3) Monsieur Pierrick CORNU, prénommé, déclare souscrire**

une (1) **nouvelle part sociale de Classe A;**

une (1) **nouvelle part sociale de Classe B ;**

une (1) **nouvelle part sociale de Classe C ;**

une (1) **nouvelle part sociale de Classe D ;**

une (1) **nouvelle part sociale de Classe E ;**

une (1) **nouvelle part sociale de Classe F ;**

une (1) **nouvelle part sociale de Classe G ; et**

une (1) **nouvelle part sociale de Classe H ;**

**4) Madame Valentine CORNU, prénommée, déclare souscrire**

une (1) **nouvelle part sociale de Classe A** ;  
une (1) **nouvelle part sociale de Classe B** ;  
une (1) **nouvelle part sociale de Classe C** ;  
une (1) **nouvelle part sociale de Classe D** ;  
une (1) **nouvelle part sociale de Classe E** ;  
une (1) **nouvelle part sociale de Classe F** ;  
une (1) **nouvelle part sociale de Classe G** ; et  
une (1) **nouvelle part sociale de Classe H** ;

**5) Monsieur Alexis CORNU, prénommé, déclare souscrire**

une (1) **nouvelle part sociale de Classe A** ;  
une (1) **nouvelle part sociale de Classe B** ;  
une (1) **nouvelle part sociale de Classe C** ;  
une (1) **nouvelle part sociale de Classe D** ;  
une (1) **nouvelle part sociale de Classe E** ;  
une (1) **nouvelle part sociale de Classe F** ;  
une (1) **nouvelle part sociale de Classe G** ; et  
une (1) **nouvelle part sociale de Classe H** ;

Les comparants déclarent libérer les parts sociales comme suit :

a) **par un apport en nature consistant en CENT TRENTE-QUATRE MILLE QUATRE-VINGT-UNE (134.081) actions** de la société GOELANDIMMO S.P.R.L., société constituée selon les lois Belges, ayant son siège social à B-7730 Estampuis (Belgique), Porte des Bâtisseurs 20, enregistrée au registre de Commerce de Tournai (Belgique) sous le numéro 0535 737 139.

Il résulte d'un rapport d'évaluation établie par Septentrion Finance en date du 30 novembre 2016 et d'un certificat émis par la gérance de GOELANDIMMO S.P.R.L. en date du 16 décembre 2016 que Monsieur Pierre Laurent CORNU et Madame Karine REQUILLART CORNU sont propriétaires ensemble de la totalité des actions de la société de GOELANDIMMO S.P.R.L., et qu'ils peuvent en disposer librement.

Les actions apportées à savoir cent trente-quatre mille quatre-vingt-une (134.081) actions ont une valeur au 30 novembre 2016, d'au moins **QUATORZE MILLIONS QUATRE CENT MILLE EUROS (EUR 14.400.000).**



b) **par un apport en nature consistant en DIX MILLE NEUF CENT QUATRE-VINGT-TROIS (10.983)** actions de la société LION S.A., société constituée selon les lois Belges, ayant son siège social à B-8500 Courtrai (Belgique), Parc du Président Kennedy 1A, enregistrée au registre de Commerce de Gand (Belgique) sous le numéro 0464 008 309.

Il résulte d'un rapport d'évaluation établie par Septentrion Finance en date du 30 novembre 2016 et d'un certificat émis par la gérance de LION S.A. en date du 16 décembre 2016 que Monsieur Pierre Laurent CORNU et Madame Karine REQUILLART CORNU sont propriétaires ensemble de la totalité des actions de la société de LION S.A., et qu'ils peuvent en disposer librement.

Les actions apportées à savoir **DIX MILLE NEUF CENT QUATRE-VINGT-TROIS (10.983)** actions ont une valeur au 30 novembre 2016, d'au moins VINGT-QUATRE MILLIONS D'EUROS (EUR 24.000.000).

Le montant total dudit apport en nature est évalué à **TRENTE-HUIT MILLIONS QUATRE CENT MILLE EUROS (EUR 38.400.000)**.

Les certificats ainsi que lesdits rapports d'évaluation resteront, après avoir été signés "ne varietur" par le mandataire des comparants et le notaire instrumentant, annexés aux présentes pour être formalisés avec elles.

### **Frais**

Les dépenses, coûts, honoraires et charges de toutes sortes qui incombent à la Société du fait de sa constitution s'élèvent approximativement à sept mille euros (7.000,-EUROS).

### **Résolutions des associés**

Immédiatement après la constitution de la Société, les associés de la Société, représentant l'intégralité du capital social souscrit, ont pris les résolutions suivantes:

1. Les personnes suivantes sont nommées en qualité de gérant de catégorie A et de gérant de catégorie B de la Société, pour une durée indéterminée:

- 1) Monsieur Pierre Laurent CORNU**, gérant de sociétés, né le 24 août 1971 à Lille (France), demeurant à B-7730 Estaimpuis (Belgique), 27 rue de la Bouteillerie, en tant que gérant de catégorie A;

- 2) **Monsieur François KAROLYI**, expert-comptable, né le 28 février 1971 à Paris (France), résidant professionnellement à L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt, en tant que gérant de catégorie B

2. Le siège social de la Société est établi au Rue du Luxembourg L-5230 Sandweiler.

### **Déclaration**

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare que, à la requête de la partie comparante, le présent acte est rédigé en français, suivi d'une traduction anglaise et que, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version française fait foi.

Fait et passé à Luxembourg, à la date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte ayant été faite au mandataire de la partie comparante, celle-ci a signé, avec le notaire instrumentant, le présent acte.

### **Suit la traduction anglaise du texte qui précède:**

In the year two thousand and sixteen, on the twentieth day of December.  
Before us, Maître Blanche MOUTRIER, notary residing at Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg.

### **THERE APPEARED:**

- 1) **Mr Pierre Laurent CORNU**, companies' manager, born on August 24<sup>th</sup>, 1971 in Lille (France), residing at B-7730 Estaimpuis (Belgium), 27 rue de la Bouteillerie;
- 2) **Mrs Karine REQUILLART spouse CORNU**, born on June 14<sup>th</sup>, 1970 in Roubaix (France), residing at B-7730 Estaimpuis (Belgium), 27 rue de la Bouteillerie;
- 3) **Mr Pierrick CORNU**, student, born on February 7<sup>th</sup>, 1996 in Roubaix (France), residing at B-7730 Estaimpuis (Belgium), 27 rue de la Bouteillerie;
- 4) **Mrs Valentine CORNU**, student, born on April 17<sup>th</sup>, 1998 in Roubaix (France), residing at B-7730 Estaimpuis (Belgium), 27 rue de la Bouteillerie;

- 5) **Mr Alexis CORNU**, underage children, born on May 18<sup>th</sup>, 2000 in Roubaix (France), residing at B-7730 Estaimpuis (Belgium), 27 rue de la Bouteillerie, here represented by his legal representatives as his parents **Mr Pierre Laurent CORNU**, prenamed and **Mrs Karine REQUILLART spouse CORNU**, prenamed;

All here represented by Mrs Sarah SALMON, private employee, professional residing in 26, rue du Vertuquet, F-59960 Neuville en Ferrain, France, by virtue of five proxies given under private seal on the 15<sup>th</sup> December 2016.

The proxies, after signature *ne varietur* by the representative of the appearing parties and the undersigned notary, will remain attached to this deed for the purpose of registration.

The appearing parties, represented as above, have requested the undersigned notary, to state as follows the articles of incorporation of a private limited liability company (*société à responsabilité limitée*), which is hereby incorporated:

#### **I. Name - Registered office - Object - Duration**

Art. 1 Name.

1.1 The name of the company is **Georges F S.à r.l.** (the **Company**).

1.2 The Company is a private limited liability company (*société à responsabilité limitée*) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, in particular the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended (the **Law**), and these articles of association (the **Articles**).

Art. 2 Registered office.

2.1 The Company's registered office is established in the city of Sandweiler, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the municipality of Sandweiler or to any other location in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the board of managers, who will then be authorised to amend the Articles to reflect the completion of the transfer.

2.2 Branches, subsidiaries or other offices may be established in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of managers. If the board of managers determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent, and that those developments or events may interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with ease of communication between

that office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the developments or events in question have completely ceased. Any such temporary measures do not affect the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

Art. 3 Corporate object.

3.1 The object of the Company is the acquisition, holding, management and disposal of participations and any interests, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies, or other business entities, enterprises or investments, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stock, bonds, debentures, loans, notes, certificates of deposits and any other securities or financial instruments of any kind, and the ownership, administration, development and management of its portfolio.

3.2 The Company may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise and may invest in any way and in any type of assets. The Company may also hold interests in partnerships and carry out its business through branches in Luxembourg or abroad.

3.3 The Company may carry out any commercial, financial or industrial operations and any transactions with respect to real estate or movable property including the direct or indirect acquisition, development, holding, promotion, management, sale and/or lease of real estate or moveable property, in the Grand Duchy of Luxembourg, Germany or elsewhere.

3.4 The Company may borrow in any form and proceed by private placement to the issue of bonds, notes and debentures or any kind of debt or equity securities.

3.5 The Company may lend funds including without limitation resulting from any borrowings of the Company or from the issue of any equity or debt securities of any kind, to its subsidiaries, affiliated companies or any other company or entity as it deems fit.

3.6 The Company may give guarantees and grant securities to any third party for its own obligations and undertakings as well as for the obligations of any company or other enterprise in which the Company has an interest or which forms part of the group of companies to which the Company belongs or any other company or entity as it deems fit and generally for its own benefit or such entities' benefit.

3.7 In a general fashion it may grant assistance in any way to companies or other enterprises in which the Company has an interest or which form part of the group of companies to which the Company belongs or any other company or entity as it deems fit, take any controlling and supervisory measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

3.8 The Company may further mortgage, pledge, hypothecate, transfer or otherwise encumber all or some of its assets.

3.9 The Company may generally employ any techniques and instruments relating to or with respect to any of its investments for the purposes of efficient management, including without limitation techniques and instruments designed to protect the Company against credit, currency exchange, interest rate risks and other risks.

3.10 Finally, the Company can perform all commercial, technical and financial or other operations, connected directly or indirectly in all areas in order to facilitate the accomplishment of its purpose.

Art. 4 Duration.

4.1 The Company is formed for an unlimited period.

4.2 The Company is not dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or more shareholders.

## **II. Capital - Shares**

Art. 5 Capital.

5.1 The share capital is set at THIRTY-EIGHT MILLION FOUR HUNDRED THOUSAND EURO (EUR 38,400,000.-), represented by THIRTY-EIGHT MILLION FOUR HUNDRED THOUSAND (38,400,000) shares in registered form, with a par value of ONE EURO (EUR 1,) each, all subscribed and fully paid-up and represented as follows:

- a) FOUR MILLION EIGHT HUNDRED THOUSAND (4,800,000) Class A shares (the “**A Shares**”); and
- b) FOUR MILLION EIGHT HUNDRED THOUSAND (4,800,000) Class B shares (the “**B Shares**”);
- c) FOUR MILLION EIGHT HUNDRED THOUSAND (4,800,000) Class C shares (the “**C Shares**”);
- d) FOUR MILLION EIGHT HUNDRED THOUSAND (4,800,000) Class D shares (the “**D Shares**”);

- e) FOUR MILLION EIGHT HUNDRED THOUSAND (4,800,000) Class E shares (the “**E Shares**”);
- f) FOUR MILLION EIGHT HUNDRED THOUSAND (4,800,000) Class F shares (the “**F Shares**”);
- g) FOUR MILLION EIGHT HUNDRED THOUSAND (4,800,000) Class G shares (the “**G Shares**”);
- h) FOUR MILLION EIGHT HUNDRED THOUSAND (4,800,000) Class H shares (the “**H Shares**”);

(together, the “**Shares**”).

5.2 The share capital may be increased or reduced once or more by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

5.3 The general meeting of the shareholders (the **General Meeting**) has the option (but not the obligation) to decide that any contribution in cash or in kind made as share premium in connection with the subscription by any shareholder will be booked in a specific share premium account allocated to the relevant shareholder and is available only (i) for the purpose of distributions, whether by dividend, share redemption or otherwise, to the relevant shareholder or (ii) to be incorporated in the share capital to issue shares corresponding to the relevant shareholder only.

5.4 The General Meeting is authorised to approve equity contributions without the issuance of new shares by way of a payment in cash or a payment in kind or otherwise, on the terms and conditions set by the General Meeting. A capital contribution without the issuance of new shares shall be booked in a “capital surplus” account in accordance with Luxembourg law.

The General Meeting has the option (but not the obligation) to decide that any contribution in cash or in kind made as “capital surplus” in connection with the subscription by any shareholder will be booked in a specific “capital surplus” account allocated to the relevant shareholder and will be available only (i) for the purpose of distributions, whether by dividend, share redemption or otherwise, to the relevant shareholder or (ii) to be incorporated in the share capital to issue shares corresponding to the relevant shareholder only.

Art. 6 Shares.

6.1 The shares are indivisible and the Company recognises only one (1) owner per share.

6.2 The shares are freely transferable between shareholders.

6.2.1 When the Company has a sole shareholder, the shares are freely transferable to third parties.

6.2.2 When the Company has more than one shareholder, the transfer of shares (*inter vivos*) to third parties is subject to the approval of three-quarters of the Partners, over all Classes of shares.

6.2.3 If a shareholder intends to transfer one or more shares to a third party transferee, such transferring shareholder must send a notice to the company with all relevant details of the proposed transfer, including the identity of the transferee, the transfer price, and, if relevant, the conditions applicable to the transfer.

6.2.4 If the proposed transfer is not approved by the shareholders of the company pursuant to article 6.2.3, the shareholders may, within three (3) months from the date of the refusal, acquire the share(s) on an equal treatment basis (unless otherwise agreed between them) or procure the acquisition of the share(s), at a price determined in accordance with article 6.2.6, except if the transferring shareholder decides to forego the transfer. Upon request of the manager(s), the three-month-period can be extended by the president of the chamber of the district court of Luxembourg dealing with commercial matters and sitting as in summary proceedings, it being understood that such extension shall not exceed six (6) months.

6.2.5 To the extent that the shareholders have not proposed to acquire the shares, the company may, within the same timeframe and with the consent of the transferring shareholder decide to (i) reduce its share capital by an amount corresponding to the aggregate nominal value of the relevant share(s) and (ii) redeem and cancel such shares at a price determined in 6.2.6 provided always that the share capital shall not be reduced below the minimum amount provided by law.

6.2.6 For the purposes of 6.2.4 and 6.2.5, the transfer price or redemption price shall correspond to the fair market value of the shares as determined in good faith by the board of managers.

6.2.7 If, following the expiry of the aforementioned period, neither the existing shareholders have acquired nor the company has redeemed the shares, the transferring shareholder may freely sell his shares to the proposed new shareholder(s) at the transfer price and conditions which were notified to the Company.

6.2.8 A share transfer is only binding on the Company or third parties following notification to or acceptance by the Company in accordance with article 1690 of the Civil Code.

6.3 The Company may redeem its own shares, provided it has sufficient distributable reserves for that purpose, or if the redemption results from a reduction in the Company's share capital or as otherwise provided by the Law.

### **III. Management - Representation**

Art. 7 Appointment and removal of managers.

7.1 The Company is managed by one manager or a board of managers (the **Board**). The managers are appointed by a resolution of the shareholders, which sets the term of their mandate. The managers need not be shareholders.

Any appointment of a Manager in breach of this Article 7.1 shall be void.

7.2 The managers may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the shareholders.

7.3 The daily management of the Company as well as the representation of the Company in relation to such daily management may be delegated to one or more managers, officers or other agents, acting individually or jointly in accordance with article 191 bis (4) of the Law.

Their appointment, removal and powers shall be determined by a resolution of the Board.

Art. 8 Board of managers.

8.1 If several managers are appointed, they constitute the Board. The managers can be divided into different Classes of managers.

8.2 Powers of the board of managers

(i) All powers not expressly reserved to the shareholders by the Law or the Articles fall within the competence of the Board, which has full power to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's corporate object

(ii) The Board may delegate special and limited powers to one or more agents for specific matters.

8.3 Procedure

(i) The Board meets at the request of any one (1) manager, at the place indicated in the convening notice, which in principle is in Luxembourg.



(ii) Written notice of any Board meeting is given to all managers at least twenty-four (24) hours in advance, except in the case of an emergency, whose nature and circumstances are set forth in the notice.

(iii) No notice is required if all members of the Board are present or represented and each states that the agenda for the meeting is known to them. A manager may also waive notice of a meeting, either before or after the meeting. Separate written notices are not required for meetings which are held at times and places indicated in a schedule previously adopted by the Board.

(iv) A manager may grant another manager power of attorney in writing, or by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication in order to be represented at any Board meeting.

(v) The Board may only validly deliberate and act if a majority of its members are present or represented. Board resolutions are validly adopted by a majority of the votes by the members of the Board that are present or represented of each classes. Board resolutions are recorded in minutes signed by the chairperson of the meeting or, if no chairperson has been appointed, by all the managers present or represented.

(vi) Any manager may participate in any meeting of the Board by conference call or video conference, or by any other means of communication which allows all those taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. Participation by such means is deemed equivalent to participation in person at a duly convened and held meeting.

(vii) Circular resolutions signed by all the managers (the **Managers' Circular Resolutions**) are valid and binding as if passed at a duly convened and held Board meeting, and bear the date of the last signature.

#### 8.4 Conflicts of interest

(i) Procedure regarding a conflict of interest

In the event that a manager of the Company has, directly or indirectly, a financial interest opposite to the interest of the Company in any transaction of the Company that is submitted to the approval of the Board, such manager shall make known to the Board such opposite interest at that Board meeting and shall cause a record of his statement to be included in the minutes of the meeting. The manager may not take part in the deliberations relating to that transaction, may not vote on the resolutions relating to that transaction and may not count towards the quorum. The transaction and the manager's interest therein, shall be reported to the next General Meeting.

(ii) Conflict of interests of the sole manager

For so long as the Company has a sole manager, in the event that the sole manager has an opposite interest to the interest of the Company with respect to a transaction entered into by the Company and the sole manager, this conflict of interest shall be set out in the minutes or the written resolutions of the sole manager, as the case may be, recording the approval of that transaction.

(iii) Exceptions regarding conflicts of interest

Articles 8.4(i) and 8.4 (ii) do not apply to resolutions of the Board or the sole manager concerning transactions made in the ordinary course of business of the Company which are entered into on arm's length terms.

A manager of the Company who serves as director, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, solely by reason of such affiliation with such other company or firm, be deemed to have an interest opposite to the interest of the Company for the purpose of this article 8.4.

(iv) Impact on quorum

Where, by reason of a conflicting interest, the number of managers required in order to validly deliberate and vote is not met, the Board may decide to submit the decision on the relevant specific item to the General Meeting.

8.5 Representation

(i) The Company is bound towards third parties in all matters by **the sole signature of any one (1) Class A manager** and by **the joint signatures of any one (1) Class A manager and any one (1) Class B manager**.

(ii) The Company is also bound towards third parties by the signature of any person to whom special powers have been delegated.

Art. 9 Sole manager.

9.1 If the Company is managed by a sole manager, all references in the Articles to the Board or the managers are to be read as references to the sole manager, as appropriate.

9.2 The Company is bound towards third parties by the signature of the sole manager.

9.3 The Company is also bound towards third parties by the signature of any person to whom the sole manager has delegated special powers.

Art. 10 Liability of the managers.

The managers may not, be held personally liable by reason of their mandate for any commitment they have validly made in the name of the Company, provided those commitments comply with the Articles and the Law.

#### **IV. Shareholder(s)**

Art. 11 General meetings of shareholders and shareholders' circular resolutions.

##### **11.1 Powers and voting rights**

- (i) Resolutions of the shareholders are adopted at the General Meeting or by way of circular resolutions (the **Shareholders' Circular Resolutions**).
- (ii) When resolutions are to be adopted by way of Shareholders' Circular Resolutions, the text of the resolutions is sent to all the shareholders, in accordance with the Articles. Shareholders' Circular Resolutions signed by all the shareholders are valid and binding as if passed at a duly convened and held General Meeting, and bear the date of the last signature.

(iii) Each share gives entitlement to one (1) vote.

##### **11.2 Notices, quorum, majority and voting procedures**

- (i) The shareholders are convened to General Meetings or consulted in writing on the initiative of any managers or shareholders representing more than one-half of the share capital.
- (ii) Written notice of any General Meeting is given to all shareholders at least eight (8) days prior to the date of the meeting, except in the case of an emergency whose nature and circumstances are set forth in the notice.
- (iii) General Meetings are held at the time and place specified in the notices.
- (iv) If all the shareholders are present or represented and consider themselves duly convened and informed of the agenda of the General Meeting, it may be held without prior notice.
- (v) A shareholder may grant written power of attorney to another person, shareholder or otherwise, in order to be represented at any General Meeting.
- (vi) Shareholders taking part in a meeting by conference call, through video conference or by any other means of communication allowing for their identification, allowing all persons taking part in the meeting to hear one another on a continuous basis and allowing for an effective participation of all such persons in the meeting, are deemed to be present for the computation of the quorums and votes, subject to such means of

communication being made available at the place of the meeting. In such case, at least one (1) shareholder or his proxy shall be physically present at the registered office of the Company and the meeting shall be deemed held at the registered office of the Company.

The Board may determine further conditions that must be fulfilled by the shareholders for them to take part in any general meeting of shareholders.

An attendance list must be kept at all general meetings of shareholders.

(vii) Resolutions to be adopted at General Meetings or by way of Shareholders' Circular Resolutions are passed by shareholders owning more than one-half of the share capital. If this majority is not reached at the first General Meeting or first written consultation, the shareholders are convened to a second General Meeting or consulted a second time, and the resolutions are adopted at the second General Meeting or by Shareholders' Circular Resolutions by a majority of the votes cast, irrespective of the proportion of the share capital represented.

(viii) The Articles are amended with the consent of shareholders representing at least three-quarters of the share capital.

Art. 12 Sole shareholder.

12.1 When the number of shareholders is reduced to one (1), the sole shareholder exercises all powers granted by the Law to the General Meeting.

12.2 Any reference in the Articles to the shareholders and the General Meeting or to Shareholders' Circular Resolutions is to be read as a reference to the sole shareholder or the shareholder's resolutions, as appropriate.

12.3 The resolutions of the sole shareholder are recorded in minutes or drawn up in writing.

Art. 13 Right to ask questions

One or several shareholders holding together at least ten percent (10%) of the share capital or the voting rights may submit questions in writing to the Board relating to transactions in connection with the management of the Company as well as companies controlled by the Company; with respect to the latter, such questions shall be assessed in consideration of the relevant entities' corporate interest.

In the absence of a response within one (1) month, the relevant shareholders may request the president of the chamber of the district court of Luxembourg dealing with commercial matters and sitting as in summary

proceedings to appoint one or several experts in charge of drawing up a report on such related transactions.

## **V. Annual accounts - Allocation of profits - Supervision**

Art. 14 Financial year and approval of annual accounts.

14.1 The financial year begins on the first (1) of January and ends on the thirty-first (31) of December of each year.

14.2 The Board prepares the balance sheet and profit and loss account annually, together with an inventory stating the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarising its commitments and the debts owed by its manager(s) and shareholders to the Company.

14.3 Any shareholder may inspect the inventory and balance sheet at the registered office.

14.4 The balance sheet and profit and loss account are approved at the annual General Meeting or by way of Shareholders' Circular Resolutions within six (6) months following the closure of the financial year.

Art. 15 Allocation of profits.

15.1 Five per cent (5%) of the Company's annual net profits are allocated to the reserve required by law. This requirement ceases when the legal reserve reaches an amount equal to ten per cent (10%) of the share capital.

15.2 The shareholders determine the allocation of the balance of the annual net profits. They may decide on the payment of a dividend, to transfer the balance to a reserve account, or to carry it forward in accordance with the applicable legal provisions.

In case of the payment of a dividend, the Partners decide to divided this distribution as follows:

- Class A : 2% of the agregate amount of the paid dividend ;
- Class B : 4% of the agregate amount of the paid dividend;
- Class C : 8% of the agregate amount of the paid dividend;
- Class D: 10% of the agregate amount of the paid dividend;
- Class E : 12% of the agregate amount of the paid dividend;
- Class F : 14% of the agregate amount of the paid dividend;
- Class G : 20% of the agregate amount of the paid dividend;
- Class H : 30% of the agregate amount of the paid dividend.

15.3 In accordance with article 198 bis of the Law, interim dividends may be distributed at any time by the Board subject to the following cumulative conditions:

- (i) the Board draws up interim accounting statement (the **Interim Accounting Statement**) which shall be reviewed by an internal or external auditor to the extent that one has been appointed;
- (ii) the Interim Accounting Statement shows that sufficient profits and other reserves (including without limitation share premium and capital surplus) are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed the profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, if any, increased by profits carried forward and distributable reserves, and reduced by losses carried forward and sums to be allocated to the legal reserve;
- (iii) the Board must make the decision to distribute interim dividends within two (2) months from the date of the Interim Accounting Statement;
- (iv) the rights of the Company's creditors are not threatened, taking into account the assets of the Company;
- (v) if the interim dividends paid exceed the distributable profits at the end of the financial year, the relevant excess as acknowledged at the annual General Meeting shall, unless otherwise decided by the Board at the time of the dividend declaration, be deemed to be an advance payment for future dividends; and
- (vi) without prejudice to the competence of the Board as set out under sections (i) to (v) of this article, the General Meeting may also distribute interim dividends from time to time, subject to complying with the same conditions (including review of an Interim Accounting Statement).

## **VI. Dissolution - Liquidation**

16.1 Without prejudice to any other means of dissolution pursuant to the Law, the Company may be dissolved at any time by a resolution of the shareholders adopted with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters of the share capital. The shareholders appoint one or more liquidators, who need not be shareholders, to carry out the liquidation, and determine their number, powers and remuneration. Unless otherwise decided by the shareholders, the liquidators have full power to realise the Company's assets and pay its liabilities.

16.2 The surplus after realisation of the assets and payment of the liabilities is distributed to the shareholders in proportion to the shares held by each of them.

## **VII. General provisions**

17.1 Notices and communications may be made or waived, and Managers' and Shareholders' Circular Resolutions may be evidenced, in writing, by fax, email or any other means of electronic communication.

17.2 Signatures may be in handwritten or electronic form, provided they fulfil all legal requirements for being deemed equivalent to handwritten signatures. Signatures of the Managers' Circular Resolutions, the resolutions adopted by the Board by conference call or video conference or the Shareholders' Circular Resolutions, as the case may be, are affixed to one original or several counterparts of the same document, all of which taken together constitute one and the same document.

17.3 All matters not expressly governed by these Articles are determined in accordance with the applicable law and, subject to any non-waivable provisions of the law, with any agreement entered into by the shareholders from time to time.

## **Transitional provision**

The first financial year begins on the date of this deed and ends on December 31, 2017.

## **(b) SUBSCRIPTION – PAYMENT**

The articles of association having thus been established, the parties appearing declare to subscribe the whole capital as follows:

- 1) **Mr Pierre Laurent CORNU**, pre-named, declares to subscribe for  
four million seven hundred ninety-nine thousand nine hundred forty-seven (4,799,947) **new Class A shares** of the Company,  
four million seven hundred ninety-nine thousand nine hundred forty-seven (4,799,947) **new Class B shares** of the Company,  
four million seven hundred ninety-nine thousand nine hundred forty-seven (4,799,947) **new Class C shares** of the Company,  
four million seven hundred ninety-nine thousand nine hundred forty-seven (4,799,947) **new Class D shares** of the Company,  
four million seven hundred ninety-nine thousand nine hundred forty-seven (4,799,947) **new Class E shares** of the Company,

four million seven hundred ninety-nine thousand nine hundred forty-seven (4,799,947) **new Class F shares** of the Company,  
four million seven hundred ninety-nine thousand nine hundred forty-seven (4,799,947) **new Class G shares** of the Company, and  
four million seven hundred ninety-nine thousand nine hundred forty-seven (4,799,947) **new Class H shares** of the Company,

2) **Mrs Karine REQUILLARD CORNU**, pre-named, declares to subscribe for

fifty (50) **new Class A shares** of the Company,  
fifty (50) **new Class B shares** of the Company,  
fifty (50) **new Class C shares** of the Company,  
fifty (50) **new Class D shares** of the Company,  
fifty (50) **new Class E shares** of the Company,  
fifty (50) **new Class F shares** of the Company,  
fifty (50) **new Class G shares** of the Company, and  
fifty (50) **new Class H shares** of the Company,

3) **Mr Pierrick CORNU**, pre-named, declares to subscribe for

one (1) **new Class A share** of the Company,  
one (1) **new Class B share** of the Company,  
one (1) **new Class C share** of the Company,  
one (1) **new Class D share** of the Company,  
one (1) **new Class E share** of the Company,  
one (1) **new Class F share** of the Company,  
one (1) **new Class G share** of the Company, and  
one (1) **new Class H share** of the Company,

4) **Mrs Valentine CORNU**, pre-named, declares to subscribe for

one (1) **new Class A share** of the Company,  
one (1) **new Class B share** of the Company,  
one (1) **new Class C share** of the Company,  
one (1) **new Class D share** of the Company,  
one (1) **new Class E share** of the Company,  
one (1) **new Class F share** of the Company,  
one (1) **new Class G share** of the Company, and  
one (1) **new Class H share** of the Company,



- 5) **Mr Alexis CORNU**, pre-named, declares to subscribe for
- one (1) **new Class A share of the Company**,
  - one (1) **new Class B share of the Company**,
  - one (1) **new Class C share of the Company**,
  - one (1) **new Class D share of the Company**,
  - one (1) **new Class E share of the Company**,
  - one (1) **new Class F share of the Company**,
  - one (1) **new Class G share of the Company**, and
  - one (1) **new Class H share of the Company**,

The parties appearing declare to pay up the whole capital as follows:

A) **by a contribution in kind of ONE HUNDRED THIRTY-FOUR THOUSAND EIGHTY-ONE (134,081) shares in **GOELANDIMMO S.P.R.L.****, a company incorporated under the laws of Belgium, having its registered office at B-7730 Estaimpuis, Porte des Bâtisseurs, 20, registered with the Trade Register of Tournai (Belgium) under number 0535.727.139.

Such contribution in kind has been the subject of a valuation report by Septentrion Finance, dated as of November 30<sup>th</sup>, 2016 and by a certificate of the Board of managers of GOELANDIMMO S.P.R.L. dated of 16<sup>th</sup>, December 2016, which mention that **Mr Pierre Laurent CORNU and Mrs Karine REQUILLARD CORNU** are together the owners of all the shares, of the Company GOELANDIMMO S.P.R.L., and possessing the powers to dispose of the shares.

All the contributed shares contributed i.e. one hundred thirty-four thousand eighty-one (134,081) shares are estimated to be worth at least **FOURTEEN MILLION FOUR HUNDRED THOUSAND EURO (EUR 14,400,000).**

B) **by a contribution in kind of TEN THOUSAND NINE HUNDRED EIGHTY-THREE (10.983) shares in **LION S.A.****, a company incorporated under the laws of Belgium, having its registered office at B-8500 Courtrai, Parc du Président Kennedy, 1A, registered with the Trade Register of Gand (Belgium) under number 0464.008.309.

Such contribution in kind has been the subject of a valuation report by Septentrion Finance, dated as of November 30<sup>th</sup>, 2016 and by a certificate of the Board of managers of LION S.A. dated of 16<sup>th</sup> December 2016, which mention that **Mr Pierre Laurent CORNU and Mrs Karine REQUILLARD CORNU** are together the owners of all the shares, of the Company LION S.A., and possessing the powers to dispose of the shares.

All the shares contributed i.e. **TEN THOUSAND NINE HUNDRED**

EIGHTY-THREE (10.983) shares are estimated to be worth at least TWENTY-FOUR MILLION EURO (EUR 24,000,000).

The aggregate valuation amount of the said contributions in kind is **THIRTY-EIGHT MILLION FOUR HUNDRED EURO (EUR 38,400,000).**

Both certificates and the Valuation report signed "*ne varietur*" by the appearing parties and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

#### **Costs**

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever to be borne by the Company in connection with its incorporation are estimated at approximately seven thousand euro (7,000.-EUR).

#### **Resolutions of the sole shareholder**

Immediately after the incorporation of the Company, the shareholders, representing the entire subscribed capital, adopted the following resolutions:

1. The following persons are appointed as Class A manager and Class B manager of the Company for an indefinite period:

1) **Mr Pierre Laurent CORNU**, companies' manager, born on August 24<sup>th</sup>, 1971 in Lille (France), residing at B-7730 Estaimpuis (Belgium), 27 rue de la Bouteillerie as Class A manager;

2) **Mr François KAROLYI**, accountant, born on February 28<sup>th</sup>, 1971 in Paris (France), professionally residing at L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt as Class B manager

2. The registered office of the Company is set at Rue du Luxembourg L-5230 Sandweiler, Grand Duchy of Luxembourg.

#### **Declaration**

The undersigned notary, who understands and speaks English, states that at the request of the appearing parties, this deed is drawn up in French, followed by an English version, and that in the case of divergences between the English text and the French text, the French text prevails.

WHEREOF, this deed was drawn up in Luxembourg, on the day stated above.

This deed has been read to the representative of the appearing parties, who have signed it together with the undersigned notary.

signé avec Nous notaire le présent acte.

(signé) Sarah Salmon, Moutrier Blanche

---

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 21 décembre 2016

Relation: EAC/2016/29833

Reçu soixante-quinze euros

75,00 €

Le Receveur (signé) ff Monique HALSDORF

---

POUR EXPEDITION CONFORME

délivrée à des fins administratives.

Esch-sur-Alzette, le 09 janvier 2016.